

UNION BURUNDAISE DES JOURNALISTES



Rapport de monitoring des messages de haine

Rapport du mois de Septembre 2018

Alex

03/09/2018

Ce rapport présente les messages de haine diffusés par les médias burundais durant ce mois de septembre 2018

Introduction

Au mois de Septembre 2018, des messages de haine ont été entendus à la Radio Nationale et sur les ondes de REMA FM. Le rapport des enquêteurs mandatés par le Conseil des droits de l'homme a irrité les parlementaires dont le Président du Sénat burundais qui n'a pas hésité à impliquer l'ancienne puissance tutélaire, la Belgique, dans les problèmes qu'a connus le Burundi depuis 1925.

Des acteurs d'une société civile proche du gouvernement ont dégainé en direction de la Belgique. Pour François Xavier Ndaruzaniye de la ligue Izere par exemple, ont été colonisés par "des chiens" qui ne nous ont rien donné sauf qu'ils nous ont appris à mesurer les nez. Jean François Xavier Ndaruzaniye a essayé de raviver la mémoire collective des drames ethniques de 1993 qui ont vu l'assassinat de l'ancien Président Melchior Ndadaye, en prescrivant malignement les attitudes à adopter en cas de tentative de putsch. Opposé au dialogue inter-burundais, il a tenté de dresser les Hutus contre ce dialogue en faisant comprendre, implicitement, qu'il ramènerait des dirigeants qui leur ferait connaître encore le chemin de l'exil. Mais en vérité, il ne veut pas que le dialogue débouche sur une bonne surveillance de l'intégrité du processus électoral de 2020. Or, *"la prévention de la violence politique passe inmanquablement par les améliorations fondamentales à la pratique de la démocratie en tant que telle."* (Gareth Evans)

Maître Déo Ndikumana s'est attaqué avec virulence aux enquêteurs qui ont produit le rapport, les comparant aux "gardiens de bêtes". Leur crime, c'est d'avoir impliqué le chef de l'Etat burundais dans la violation des droits de l'homme au Burundi. Ce faisant, il a oublié que des chefs d'Etat en activité, peu nombreux certes, ont été déjà jugés pour des crimes commis contre leurs peuples. Plus nombreux, d'anciens chefs d'Etat sont dans les geôles pour avoir notamment violé les droits humains. Maître Déo Ndikumana n'ignore pas qu'on est passé *"d'une situation d'impunité générale profitant aux chefs d'Etat criminels, grâce à leur immunité de juridiction en droit international, qu'ils soient en exercice ou retirés des fonctions, à l'affirmation d'une responsabilité internationale de nature pénale pour leurs actes publics"* (Alain Fenet).

Le Directeur Général des Presses et Publications burundaises, Louis Kamwenubusa, s'est lui, ouvertement attaqué à l'ancien Président Pierre Buyoya aujourd'hui envoyé spécial de l'UA au Mali et dans les pays du sahel. Rappelant sa responsabilité dans les massacres de Ntega-Marangara en 1988 et le putsch de 1993, Louis Kamwenubusa qui ne peut pas oublier en tant responsable d'un organe de presse qu'un journaliste ne peut jouer ni aux policiers ni aux juges, est sans doute au courant des actions diplomatiques que l'ancien président mène auprès de l'Union européenne notamment pour rappeler la "responsabilité de protéger" qui incombe à toute la société humaine.

Le Rwanda n'a pas été épargné. La ligue Izere a demandé à l'ONU, à l'UA et à l'EAC de faire plier Paul Kagame et son gouvernement, pour qu'ils cessent de perturber la sécurité du Burundi. La tactique est classique. Il s'agit de souder les burundais autour des gouvernants qui ont du mal à trouver des solutions à leurs préoccupations quotidiennes. En effet, *"Cette existence d'une menace, réelle ou supposée, constitue l'incitation la plus forte à imposer aux citoyens la conscience d'une allégeance nationale..., le cas échéant, le sacrifice de vies humaines."*(Philippe Braud) Mais jusque quand peut-on calmer les impatiences? Car la pauvreté est amplificatrice de frustrations et de conflits et est par conséquent belligène.

Aimé Pascal Nduwimana de MAC-Burundi n'a pas ménagé les enquêteurs qu'il a qualifié de "démons", de "mauvais esprits" ...S'investissant d'une autorité sur ces "démons", il s'est livré à une œuvre d'exorcisme. Il n'a pas épargné Michelle Bachelet nommée à la tête du Conseil des droits de l'homme. Les premières déclarations de l'ancienne présidente chilienne ont déplu à Aimé Pascal Nduwimana qui voit en elle un outil au service du pillage du Burundi.

Grille de monitoring des messages de haine dans les medias

Nom de l'organe: Radio nationale et REMA FM

Date de diffusion: le 6 septembre 2018

Heure de diffusion: 16h

Emission: Akabirya

	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés (message)	Traduction et Interpretation possible
	Maître Déo Ndikumana	Auditeurs de Rema	Ivyavuzwe n'urya Doudou Diène, novyita nk'ikintu mu ncamake c'umuntu atagira indero; kuko arya maraporo ya droits de l'homme hariho ibintu wewe utavuga...Irya mvugo n'ink'iyabungere ngo ugende uvuge umukuru w'igihugu...ntushobora kwifatira mu gahanga umukuru w'igihugu mu maraporo ya Droits de l'homme	<p>Traduction:</p> <p>Ce qui a été dit par ce Doudou Diène, c'est quelque chose qui peut être fait par quelqu'un qui n'a pas été éduqué, un indiscipliné; parce que dans ces rapports des droits de l'homme, il y a des choses qu'on ne peut pas écrire...Ce langage c'est celui d'un gardien de bêtes, on ne peut pas dénoncer un chef d'Etat dans les rapports des droits de</p>

				<p>l'homme.</p> <p>Interprétation:</p> <p>Maître Déo Ndikumana qui est souvent l'invité de Rema FM se pose toujours en protecteur des hautes autorités du Burundi. Il n'hésite pas à vilipender tous ceux qui dénoncent leurs actes répréhensibles. Insulter tous ceux qui s'opposent à la mauvaise gouvernance menée par le système politique en place est devenu pour lui une bonne stratégie de gagner la sympathie des hommes au pouvoir. Il vient en effet de passer 10 ans comme Commissaire à la Commission indépendante des droits de l'homme (CNIDH).</p> <p>En tant qu'acteur dans le secteur des droits de l'homme, il ne devrait pas ignorer que des Chefs</p>
--	--	--	--	---

				<p>d'Etat qui ont été des champions dans la violation des droits humains ont été déjà jugés devant les juridictions internationales et même nationales. Il faut dire que la question de la responsabilité des gouvernants et plus particulièrement de celle des chefs d'Etat a connu au cours des dernières années des développements spectaculaires pouvant être qualifiés de «véritable révolution juridique» .</p> <p><i>"On est passé en effet d'une situation d'impunité générale profitant aux chefs d'Etat criminels, grâce à leur immunité de juridiction en droit international, qu'ils soient en exercice ou retirés des fonctions, à l'affirmation d'une responsabilité internationale de</i></p>
--	--	--	--	--

			<p><i>nature pénale pour leurs actes publics" (Alain Fenet, La responsabilité pénale internationale du chef d'État).</i></p> <p>En Afrique, d'anciens chefs d'Etat ont été déjà jugés. Il s'agit notamment de Moussa Traoré en 1993, de Jean Bedel Bokassa en 1987, de Charles Taylor en 2007, de Haïlé Sélassié en 2007, de Hastings Kamuzu Banda en 1983... <i>"Les gouvernants sont de plus en plus rappelés au droit et amenés devant les juges, par des individus de plus en plus soucieux de leurs droits, par des groupements, voire par des autorités ou des institutions publiques, animés par l'exigence de leur faire rendre compte, qu'il s'agisse de crimes contre les personnes, de corruption ou d'autres méfaits."</i> (Alain Fenet).</p>
--	--	--	--

	<p>Louis Kamwenubusa, Directeur Général des presses et publications burundaises</p>		<p>Hari umuzungu n'umwe mwigeze mwumva avuga ngo reka dufate Buyoya yagize coup d'Etat?...Hari umuzungu n'umwe mwigeze mwumva avuga ngo Buyoya yamaze abarundi muri Ntega-Marangara reka tumukwirikirane tumufate. Mu 1993, mwarigeze mwumva umuntu n'umwe avuga ati mu Burundi ibara riraguye bishe umukuru w'igihugu, barica inzego zose...ati reka ni Buyoya turabizi reka tumufate. Haba</p>	<p>Des Chefs d'Etat en activité ont été déjà arrêtés pour leurs crimes contre leurs peuples.</p> <p>Insulter des enquêteurs des commissions internationales ne protège pas du tout les gouvernants, quel que soit leur rang.</p> <p>Traduction:</p> <p>Avez-vous entendu une seule fois un Blanc dire qu'il faut arrêter Buyoya parce qu'il a fait un coup d'Etat?...Avez-vous entendu une seule fois un Blanc dire que Buyoya a exterminé des burundais dans Ntega-Marangara et qu'il faut donc le poursuivre et l'arrêter? En 1993, avez-vous entendu une seule personne dire qu'il y a un drame au Burundi,</p>
--	--	--	--	---

			<p>rero ivyo bashatse.</p>	<p>qu'on a tué le chef de l'Etat, et fait disparaître toutes les institutions...que c'est connu que c'est Buyoya qui l'a fait et qu'il faut donc l'arrêter. Il ne se produit que ce qui est téléguidé par les Blancs.</p> <p>Interprétation:</p> <p>La Radio Rema FM et son habituel invité, Louis Kamwubusa, font tout pour ternir l'image de l'ancien président burundais Pierre Buyoya actuellement envoyé spécial de l'UA au Mali et dans les pays du Sahel. A l'instar de maître Déo Ndikumana, c'est un Tutsi qui est au service d'un système qui le nourrit bien. Directeur Général des Presses et Publications burundaises, il ne rate aucune occasion pour</p>
--	--	--	----------------------------	--

				<p>mettre en exergue la responsabilité de Pierre Buyoya dans les drames qui ont endeuillé le Burundi, les violences de Ntega-Marangara en 1988 et le coup d'Etat de 1993 qui a emporté notamment la vie du premier Président Hutu Melchior Ndadaye. Louis Kamwenubusa et l'animateur de Rema FM savent pourtant bien que les journalistes ne doivent jouer ni aux policiers ni aux juges. Aucune juridiction n'a jamais statué sur le rôle de l'ancien Président dans les drames qui ont endeuillé le Burundi.</p> <p>Pourquoi cette fronde contre lui? Suspecté d'influencer la prise de décisions européennes contre le gouvernement du Burundi, Pierre Buyoya ne foule plus son pied sur le sol burundais, sans doute</p>
--	--	--	--	--

				<p>craignant pour sa sécurité. Louis Kamwenubusa qui fréquente beaucoup les milieux des gouvernants du CNDD-FDD, il est d'ailleurs membre du parti, exprime une rage contre Pierre Buyoya qui est sans doute celle de ces gouvernants qui n'y vont pas de main morte pour réprimer toutes les figures suspectées d'entraver leur règne.</p> <p>Rema FM et ses invités essaient de la sorte de détruire toutes les personnalités susceptibles de faire des propositions différentes de celles imposées par le régime du CNDD-FDD pour stabiliser le pays.</p> <p>Louis Kamwenubusa, comme tous les autres invités de REMA FM, parlent de la même manière, l'insulte aux lèvres,</p>
--	--	--	--	--

				<p>imposant ce faisant une pensée unique. Aucun débat contradictoire n'est entendu sur cet outil de propagande du CNDD-FDD. Ils oublient que <i>"la valeur du démocratique réside dans le débat que la pluralité des opinions doit susciter publiquement"</i>. Car nul n'est capable de former sa propre opinion sans avoir bénéficié d'une multitude d'opinions tenues par autrui. Pour Hannah Arendt en effet, <i>"il n'y a de démocratie authentique que lorsque le pouvoir est issu de la libre discussion, de la libre confrontation des opinions plurielles des hommes. Aucune ne doit être ignorée, toutes doivent être exposées, considérées, débattues, jugées."</i> Rema FM et ses invités sont loin de cette</p>
--	--	--	--	---

			<p>exigence. Comme d'ailleurs le régime de Bujumbura, son bailleur, qui est loin des standards de cette démocratie authentique, oubliant pour cela le critère de l'action à l'intérieur de la sphère politique elle-même qui est <i>"la compétence et la capacité d'assurer la vie et la survie quand cette dernière est menacée"</i> (Hannah Arendt, Qu'est-ce que la politique?).</p> <p>La vie est toujours menacée au Burundi. Le pouvoir qui doit protéger ses populations se montre défaillant et s'attaque à tous ceux, burundais comme étrangers, rappellent à la communauté internationale sa responsabilité de protéger convenue par le Conseil de sécurité des NU en 2006. Pierre Buyoya qui a de bonnes entrées</p>
--	--	--	--

				<p>dans cette communauté internationale est suspecté de rappeler ce devoir aux acteurs mondiaux.</p> <p>En lui faisant endosser la responsabilité des massacres de Ntega-Marangara et de l'assassinat du Président Melchior Ndadaye, Louis kamwenubusa veut l'acculer à l'inaction. En s'acharnant sur les Blancs, il cherche à obtenir aussi l'atonie de la communauté internationale, afin qu'elle n'agisse pas contre les autorités de Bujumbura qui violent massivement les droits de l'homme.</p> <p>Le régime de Bujumbura devrait apprendre la leçon de Gareth Evans, qui veut que <i>"la prévention de la violence</i></p>
--	--	--	--	--

			<p><i>politique</i> <i>passé</i> <i>immanquablement par les</i> <i>améliorations fondamentales à la</i> <i>pratique de la démocratie en tant</i> <i>que telle."</i></p> <p>Pour l'instant, aucune voix dissidente n'est tolérée. Le gouvernement est entré en guerre contre tous les acteurs critiques de son action. Le régime du CNDD-FDD veut garder le pouvoir à tout prix et est pour cela prêt à tout. Les gouvernants semblent avoir lu <u>La violence politique</u> de Cyril Torquinio pour qui "La guerre est fondamentalement un acte politique, car elle exprime directement la réalité fondamentale et caractéristique de la politique : la domination de l'homme sur l'homme." La violence systématique est devenue l'une des stratégies pour le CNDD-FDD de se maintenir au</p>
--	--	--	---

				<p>pouvoir. Pour encore Cyril Torquinio, <i>"l'utilisation systématique de la violence a pour but de faire régner la terreur non seulement chez tous les opposants potentiels mais aussi à l'égard de tous ceux que le régime en place considère comme dangereux."</i></p>
--	--	--	--	--

Nom de l'organe : Radio Rema FM

Date de diffusion : le 11septembre 2018

Heure de diffusion : 16h

Localité : tout le pays

Titre de l'émission/édition : Akabirya

	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés (message)	Traduction et Interpretation possible
	Aimé Pascal Nduwimana, Représentant légal de MAC Burundi	Auditeurs de Rema	Ababagaya si leta, n'abarundi bariko bavuga bati est-ce que bano bantu barakomeye, ni idayimoni, ni impwemu mbi, n'aba hehe? ...Tuje ku mavi kumwe twabigira, tuvuge duti bazananye inzira imwe, bajane inzira igihumbi, basanzare bagende isabi sabi kurya kw'umunyota uguruka ugatumuka...I Genève, inama mbi zose z'ibidadi, Imana igende izisavye, bacanemwo, ntibahuze.	Traduction: Ceux qui les tiennent en assez piètre estime (les enquêteurs qui ont produit le rapport sur le Burundi), ce n'est pas le gouvernement, ce sont les burundais qui se disent est-ce que ces gens ne sont pas fous, ne sont-ce pas des démons, de mauvais esprits, d'où viennent-ils?...Prions comme on l'a déjà fait, et disons ceci, ils sont venus par une seule voie, qu'ils repartent par mille voies, qu'ils se dispersent et aillent en ordre dispersé comme les cendres qui sont dispersés par le vent...A Genève, que Dieu détruisent

			<p>toutes les mauvaises pensées venant d'acteurs inflexibles, que ces acteurs ne s'entendent pas, qu'ils n'aient aucun compromis.</p> <p>Interprétation possible:</p> <p>Le Représentant légal de MAC-Burundi est un fervent gardien du régime du CNDD-FDD. Aimé Pascal Nduwimana s'en prend au rapport préliminaire des enquêteurs du Conseil des droits de l'homme. Pour lui, le rapport qui devait être présenté à la session de septembre à Genève a été produit par de véritables démons. Le choix des qualificatifs collés aux enquêteurs est savamment fait. Il les appelle des démons, des esprits mauvais...Il veut choquer la conscience des burundais qui sont majoritairement chrétiens. Comme Jésus-Christ, il s'arme d'une grande autorité sur ces démons dont il veut détruire la force maléfique. Oeuvre d'exorcisme, Aimé Pascal Nduwimana l'accomplit par la prière. Une prière qui a pour finalité de provoquer une totale mésentente entre les participants à la session de</p>
--	--	--	--

			<p>Uyu Michelle Bachelet arafise ama conventions bahanye, urya s'umukozi w'agateka ka zinamuntu kw'isi, n'umukozi w'abantu bashaka gutera ibihugu, bamubwiye bati turagushizeho wewe gerageza</p>	<p>Genève afin qu'aucune résolution contre le Burundi ne soit adoptée. MAC-Burundi est un ministère qui utilise la prière pour que les propos presque de propagande en faveur du régime de Nkurunziza constituent des vérités qu'on veut uniques et transcendantes. L'action de MAC-Burundi est constamment exercée sur l'opinion des burundais pour l'amener à adopter les idées politiques, sociales...du gouvernement du CNDD-FDD. MAC-Burundi vante régulièrement les mérites de Pierre Nkurunziza pour recueillir l'adhésion de tout le peuple. L'action de MAC est nocif dans la mesure où elle est aliénante.</p> <p>Traduction: Cete Michelle Bachelet, elle a des conventions avec ceux qui l'ont portée à la tête du Conseil des droits de l'homme, elle n'est pas au service des droits de l'homme dans le monde, elle est au service de gens qui veulent</p>
--	--	--	---	---

			<p>kuturonderera ko twinjira i Burundi, dutware zirya nzahabu n'amad战略ants, n'ibindi vyose...</p>	<p>attaquer les pays, ils lui ont dit, on te met à la tête du conseil et tu fais de ton mieux pour nous frayer un chemin d'entrée au Burundi, pour qu'on fasse main basse sur ces minerais d'or et de diamants et tout autre chose...</p> <p>Interprétation: Le dénigrement fait à l'endroit de Michelle Bachelet est visiblement une stratégie de disqualification du Conseil des droits de l'homme lui-même, considéré par Aimé Pascal Nduwimana comme un outil du pillage des richesses de l'Afrique et du Burundi. L'ancienne présidente chilienne qui fut une victime de la dictature de Pinochet, n'a de leçon à recevoir d'une organisation comme MAC-Burundi qui fait des compromissions avec des acteurs burundais qui attaquent de façon généralisée les droits de l'homme au Burundi. Aimé Pascal Nduwimana adopte le langage des politiciens burundais qui considèrent le pays comme étant victime de ses richesses minières. Le jordanien Zeid Ra'ad Al Hussein qui a</p>
--	--	--	---	---

				<p>refusé de demander un autre mandat reconnaissait que dans le contexte géopolitique actuel, rester en poste <i>«pourrait signifier mettre un genou à terre en supplication»</i>.</p> <p>Face aux violations des droits de l'homme, Michelle Bachelet ne va sans doute pas s'emurer dans le silence; Et ses premières déclarations sur le Burundi indique déjà qu'elle ne mettra pas un genou à terre en supplication. Cela provoque le courroux de MAC-Burundi.</p>
--	--	--	--	---

Nom de l'organe : Radio Nationale

Date de diffusion : 11 septembre 2018

Heure de diffusion : Retransmission en direct du débat parlementaire

Localité : tout le pays

Titre de l'émission/édition :

	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés (message)	Traduction et Interpretation possible
	Révérien Ndikuriyo, Président du sénat	Auditeurs	Muraraba mu maraporo yose bagiye baratanga, uyabonye uca uvuga uti aba n'abantu bari muri missions zabo, mbere ugiye kubiraba baba bagomba guheraheza ivyabaye mu 2015, ni nk'aba putschistes babandanya mugabo bambaye impuzu za bleu za NU....Iyi ni raporo y'ishavu...leta yari yasavye ko yokorana neza na Conseil des droits de l'homme mugabo urabona ko baciye bihoza bati reka dukorere mu rwanda, ugaca utanga raporo ko	Traduction: Regardez tous les rapports qu'ils ont produits, si tu les lis tu dis que ces gens ont d'autres missions cachées , et d'ailleurs si tu analyses bien ils veulent parachever le plan de 2015, ils sont comme des putschistes qui continuent leur mission mais habillés en uniforme bleu de l'ONU...Ce rapport est un rapport inspiré par la colère...le gouvernement avait demandé de collaborer bien avec le Conseil des droits de l'homme mais vous voyez qu'ils se sont tu et ils ont préféré

			<p>wakoreye mu Bubiligi. Ububiligi bwonyene dufise dossier mu namankenguzamateka turiko turakorera ku Bubiligi, abahinga bakora document nibaza ko bageze ku mpapuro 200 berekana ko bufise uruhara mu bintu vyose biba mu Burundi, mu kajagari kaba mu Burundi, mu macakubiri aba mu burundi kuva mu kw'umunani 1925, turabifise vyose kandi biriko birategurwa, ugaca ugenda akaba ari vyo uzana, ugaca ugenda i kigali, ugaca ugenda i nakivale hamwe nyene hari aba manifestants, ugaca uconlua...umubeshi ntakumuha ijambo</p>	<p>recueillir les données au Rwanda, et ils ont produit un rapport avec des données collectées en Belgique. Déjà nous avons un dossier au sénat en rapport avec la Belgique, des experts sont en train de produire un document, ils sont à 200 pages à démontrer l'implication de la Belgique dans tout ce qui se passe au Burundi, dans les perturbations qui ont lieu au Burundi depuis août 1925, on a tout et on est en train de tout préparer, et tu vas en Belgique et tu collecte les données à partir de là, et tu vas à kigali, tu vas à Nakivale là même où habitent les manifestants, et tu conclus...un menteur il ne faut pas lui donner la parole</p> <p>Interprétation: Le Président du sénat burundais s'investit avec énergie dans le combat contre la Belgique. Pour lui, tous les maux du Burundi sont à mettre sur le compte de l'ancienne puissance tutélaire. Comme si c'était toujours elle qui fait disparaître des</p>
--	--	--	---	---

				<p>citoyens burundais qui ne sont pas d'accord avec la manière dont le pays est dirigé. Il faut apprendre à relativiser ce rôle. "En aucun cas on ne peut dire que toutes les divisions ethniques sont nées de la période coloniale (Vansina 2001), même si elles ont alors le plus souvent été approfondies et réifiées par l'interaction des élites coloniales et africaines"(Prunier1995). Ce n'est pas la Belgique qui fait qu'aujourd'hui le Burundi ait des gouvernants dont l'intégrisme ethnique est devenu quasiment ontologique.</p> <p>Sa hargne contre les réfugiés burundais qui vivent au Rwanda et en Ouganda est manifeste et porte un fond ethnique puisqu'il pense que là vivent des manifestants. Des burundais qui n'ont pas pris part aux manifestations ont fui vers le Rwanda et l'Ouganda parce que justement les gouvernants s'étaient investis d'un devoir de violence qui n'épargne personne. Des hommes d'affaires ont fui vers la région car le</p>
--	--	--	--	--

			<p>terrorisme d'Etat voulait mettre main basse sur leurs biens notamment.</p> <p>Le Président du sénat devrait plutôt engager le gouvernement à lutter contre la pauvreté qui touche 65% de la population burundaise au moment où la classe politique s'enrichit sur le dos des plus pauvres. La pauvreté est amplificatrice de frustrations et de conflits et est par conséquent belligène car la répartition inéquitable des ressources conduit inévitablement à la violence.</p> <p>Le contrôle gouvernemental fait par le sénat devrait engager les gouvernants à sortir le pays de la "kleptocratie.</p>
--	--	--	---

Nom de l'organe : RTNB

Date de diffusion : Retransmission en direct

Heure de diffusion : le 11 septembre 2018

	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés	Traduction et Interprétation possible
	Zénon Ndaruvukanye, député de Bujumbura-rural	Auditeurs	...biragaragara ko iki cegeranyo ari ya coup d'Etat igomba kubandanya. Biragaragara ko umukoloni yakenyeye kandi ko afise abo bakorana...hariho n'abemanga ko bafise uruhara mu maraporo z'ibinyoma...Abakoloni bomenya ko abarundi twahinduye ingendo...abo barundi bariko barafashanya n'abakoloni bohindukiza ubwenge...	-Traduction: ...c'est manifeste que ce rapport est la continuité du plan du coup d'Etat de 2015. C'est visible, le colonisateur a retroussé les manches et il a des complices parmi les burundais...il y en a qui assument leur rôle dans la production des rapports mensongers...Les colons doivent savoir que nous avons changé d'attitude...ces burundais complices de ces colons doivent tourner leur tête... Interprétation possible: Le député élu dans la circonscription de Bujumbura-rural s'en prend aux Belges comme anciens colonisateurs en les considérant comme des

			<p>putschistes. Les putschistes ont une image de perturbateurs de l'ordre établi à la suite de beaucoup de sacrifices humains consentis par le CNDD-FDD et la population majoritairement hutue.</p> <p>Les rapports sur les droits de l'homme qui sont produits contre le Burundi et sur l'influence de la Belgique iraient dans le sens de cette perturbation.</p> <p>Les complices, dont l'honorable Fabien Banciryanino qui a été le seul à reconnaître que des violations des droits humains sont orchestrées dans tout le pays, a eu dans des mots à peine voilés, une mise en garde du député Zénon Ndaruvukanye. Ce genre de complices devraient bien réfléchir sur les conséquences qui pourraient leur arriver s'ils continuent à aider dans la production de ces rapports.</p>
--	--	--	--

Nom de l'organe : Rema FM

Date de diffusion : le 18 septembre 2018

Heure de diffusion : 16 heures

Localité : Bujumbura

Titre de l'émission/édition : Akabirya

N°	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés (message)	Traduction et Interpretation possible
	François Xavier Ndaruzaniye, Représentant légal Ligue izere	Les auditeurs de la Radio Rema	Dusabe NU na UA na EAC bihutire gusaba birya bihugu bibitse abahiritse ubutegetsu bikabata k'uwamazi kuwa 13 rusama 2015, birya bihugu bibanze birungike barya babikoze bagahungira i Kigali, bahungiye za Belgique, za Canada, za France, babanze bagaruke mu Burundi ubutungane bukore...Umuntu ejo bundi mu 2015 yarose asubira gukora coup d'etat kugira abarundi basubire bamarane bapfa ubwoko, bapfa intara, bapfa politike, uwo muntu turavye ivyari vyabaye mu 1993, kirazira yuko hagira abasubira kurota kurya...Tukanasaba kandi NU na UA na EAC kugondoza	Traduction: Nous demandons aux NU, à l'UA et à EAC d'exiger des pays qui abritent ceux qui ont tenté de renverser les institutions le 13 Mai 2015 qu'ils les extradent, ces pays doivent d'abord envoyer au Burundi ces putschistes qui ont fui à Kigali, qui ont fui en Belgique, au Canada, en France, pour que la justice fasse son travail...Celui qui hier en 2015 a rêvé encore une fois en faisant un coup d'état pour que les burundais

		<p>kagame, leta y'i Kigali, biramaze kugaragara incuro nyinshi ko bafise intumbero yo guhungabanya amahoro n'umutekano mu gihugu cacu....Turazi yuko Belgique n'ubumwe bwa Bulaya nibo basya batazambaye kugirango igihugu cacu kigume kiri mu bihano...Jewe hari naho mpora nshika nkavuga nti twakolonijwe n'imbwa kabisa, ukaregreta igituma twakolonijwe n'ababiligi, ntaco baduhaye, batwigishije gupima amazuru....Amase ya kera ntagihoma urutaro. Ntituzosubira guhunga irigira kandi, ntituzosubira kurara mu handa kandi, ntituzosubira gutekera intekera ngo tuje za Congo, za tanzaniya, za zanzibar, za Entebbe, aha hepfo za Zambiya....</p>	<p>s'exterminent sur des bases ethniques, sur des bases régionalistes, sur des bases politiques, cette personne si on regarde ce qui s'est passé en 1993, il ne faut pas qu'il y en ait qui fasse encore une fois un tel rêve...Nous demandons aussi aux NU, à l'UA et à l'EAC de faire plier kagame, le gouvernement de Kigali, il s'est avéré maintes fois qu'ils ont l'intention de perturber la paix et la sécurité dans notre pays....On sait que la Belgique et l'Union européenne déploient toutes les énergies pour que notre pays reste sous les punitions...Moi il m'arrive de dire que nous avons été colonisés par des "chiens" (vauriens peut-être) franchement, tu regrette pourquoi on a été colonisé par les belges, ils n nous ont rien donné, ils nous ont appris à mesurer les nez...La vieille</p>
--	--	--	--

				<p>époque est passée. Nous ne fuirons plus encore une fois, nous ne fuirons plus nos maisons pour aller dormir dans la brousse, nous ne rassemblerons plus nos biens pour aller au congo, en tanzanie, à zanzibar, à Entebbe, tout près au sud en zambie</p> <p>Interprétation possible: François Xavier Ndaruzaniye ne fait aucun mal à demander que des burundais exilés qui ont failli renverser les institutions soient jugés par les juridictions burundaises. Mais son allusion au putsch de 1993 et surtout aux violences à caractère ethnique qui ont éclaté dans la foulée du putsch est un clin d'œil fait aux militants du CNDD-FDD pour qu'ils se tiennent prêts à défendre le régime en place. Il nous met dans une perspective d'un</p>
--	--	--	--	--

				<p>conflit identitaire au moment où les traces des confrontations interethniques sont toujours là. Car les conflits identitaires laissent des traces durables dans les comportements. Ce qui signifie qu'il faut du temps aux populations...ayant subi et échappé à ces violences, pour qu'elles arrivent à faire table rase de ces conflits dans leur mémoire collective. François Xavier essaie de maintenir vive cette mémoire. En évoquant l'implication du Rwanda dans l'insécurité du Burundi, le Représentant légal de la ligue Izere veut souder les burundais autour des gouvernants qui n'ont plus la cote parce qu'ils ne peuvent pas trouver des solutions aux préoccupations quotidiennes des populations. <i>"Cette existence d'une menace, réelle ou supposée, constitue</i></p>
--	--	--	--	---

				<p><i>l'incitation la plus forte à imposer aux citoyens la conscience d'une allégeance nationale..., le cas échéant, le sacrifice de vies humaines."</i>(Philippe Braud)</p> <p>Selon une hypothèse de Freud, "l'individu serait capable d'affronter les conflits qui l'habitent en les projetant dans son entourage. Un Etat-Nation secoué par les troubles pourrait réagir d'une façon semblable..."<i>Un chef d'Etat se garde l'assentiment de la communauté en créant et en cultivant la peur de l'invasion."</i> (Patrick JAMES, Conflit et cohésion...).</p> <p>L'invité de Rema qui prescrit aux burundais les réflexes à adopter en cas de danger planant sur le régime du CNDD-FDD, et qui de surcroit évoque un danger extérieur pour chercher une harmonie interne de moins en moins</p>
--	--	--	--	---

				<p>évidente, s'oppose aussi à tout dialogue prôné par les partenaires du Burundi, la Belgique qu'il traite avec acrimonie et l'union européenne. Là aussi, pour dresser les Hutus contre ce dialogue dont une partie à la table est intelligemment identifiée aux anciens dirigeants tutsis, il évoque les malheurs vécus par les hutus pendant le règne de ces tutsis: l'exil.</p> <p>Mauvais calcul car le refus du dialogue entrave toute bonne préparation des élections. Et les hold-up électoraux sont sources de repli politique. Un repli qui débouche souvent sur l'adoption de stratégies non démocratiques comme la violence pour forcer l'alternance.</p>
--	--	--	--	---